

COMMUNE de STOTZHEIM
Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 7 novembre 2016
à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoint(e)s : Céline MASTRONARDI, André METZ et Michèle FETZER.

Les Conseillers municipaux : Joanne ALBRECHT, Anne DIETRICH, Carine GOERINGER, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Norbert RIESTER, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absent excusé : Joseph EHRHART

Procuration : Joseph EHRHART à André METZ

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

**ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 SEPTEMBRE 2016**

Le compte rendu est voté à l'unanimité.

N° 1

MODIFICATION BUDGÉTAIRE : AMÉNAGEMENT CANTINE / GARDERIE

- Vu le Budget Primitif 2016,
- Vu la délibération du 1^{er} août 2016 par laquelle le Conseil municipal attribue les travaux complémentaires d'électricité à l'entreprise BURGER - 67140 ANDLAU, les travaux complémentaires de menuiserie à l'entreprise GOETTELMANN - 67730 CHÂTENOIS et les travaux complémentaires de sanitaire à l'entreprise WACH - 67140 STOTZHEIM,
- Considérant que les montants des travaux n'étaient pas connus lors de la séance du 1^{er} août 2016,
- Vu la délibération du 5 septembre 2016 par laquelle le Conseil municipal approuve la convention à intervenir avec la Communauté de Communes Barr-Bernstein, définissant les conditions de mise à disposition et d'utilisation de la salle multi-associative, sise 32 route Romaine, la cour extérieure et les blocs sanitaires extérieurs, situés dans l'enceinte scolaire, affectés à l'accueil de la cantine/garderie gérée par le service Enfance & Jeunesse de la Communauté de Communes Barr-Bernstein,
- Entendu M. le Maire qui rappelle que dans le cadre de la mise en place d'une cantine/garderie, la Commune et la Communauté des Communes participeront chacune financièrement à raison de 500 € / enfant / an ; cette participation sera prélevée sur les attributions de compensation versées à la Commune par la CCBB,
- Considérant que la mise à disposition a généré des travaux complémentaires pour l'installation d'un compteur eau pour la salle hébergeant la cantine/garderie,
- Vu la demande d'achat d'un chariot débarrassage supplémentaire,
- Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer un ajustement budgétaire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Primitif 2016 :

Dépenses d'investissement :

- Article 21312- 1216 : Aménagement cantine/garderie (travaux) : + 1 150,00 €
- Article 2188 – 1216 : Aménagement cantine/garderie (matériel) : + 1 860,00 €
- Article 020 : Dépenses imprévues : - 3 010,00 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

CÉLÉBRATION DES MARIAGES CIVILS DURANT LES TRAVAUX DE LA MAIRIE

- Vu le Code Civil, et notamment les articles 74 et 75,
- Vu l'instruction générale de l'état civil,
- Entendu M. le Maire qui expose qu'en raison des travaux de réhabilitation de la mairie commencés le 22 août 2016, la salle des mariages sera indisponible pendant environ 8 mois. L'organisation des mariages pourra se tenir dans le lieu suivant : salle du presbytère catholique, rez-de-chaussée, bâtiment dont la Commune est propriétaire et accessible aux personnes à mobilité réduite.

Cependant, cette salle n'étant pas dans la maison commune, et conformément aux dispositions en vigueur, le Conseil municipal doit se prononcer sur l'affectation de cette salle en « salle des mariages ». Le Procureur de la République, également sollicité en ce sens, a donné son accord.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'affecter temporairement, jusqu'à la fin des travaux de réhabilitation de la mairie, la salle du presbytère, rez-de-chaussée, en salle des mariages,
- AUTORISE Monsieur le maire à signer les documents relatifs à cette affectation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

LOCATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE

- Vu le courrier de résiliation reçu le 26 septembre 2016 de M. Xavier FETZER pour la location de la terre agricole (pré), ban communal de STOTZHEIM, au lieudit Sandfurt, cadastrée section 56, parcelle 2 (lot 27), d'une superficie de 90 ares,
- Vu les articles L.415-11 et L.411-15 du Code rural,
- Considérant que le contrôle des structures s'applique aussi aux biens communaux. Quelle que soit la forme du contrat, la mise à disposition de terres à un agriculteur (ou à une société agricole) est soumise à autorisation préalable du Préfet. Le refus définitif d'autorisation d'exploiter ou le fait par l'agriculteur de ne pas avoir déposé la demande d'autorisation exigée emporte la nullité du bail (articles L. 331-1 et suivants du Code rural). Les communes, comme les propriétaires de droit privé, ne peuvent donc louer qu'à un agriculteur qui dispose d'une autorisation d'exploiter ou qui n'est pas soumis au régime du contrôle des structures (surface en-dessous du seuil de déclenchement du contrôle des structures, qui comprend les terres déjà exploitées et celles à louer),
- Vu la délibération du 4 février 2002 fixant les critères de participation au tirage au sort préalable à l'attribution de terrains communaux,
- Considérant cependant que les conditions de participation pour la sélection des candidats doivent être refixées, notamment par rapport au statut de prioritaire (selon l'article L. 411-15 du Code rural : jeune agriculteur bénéficiant de la DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs), exploitant de la commune répondant aux conditions,

- Considérant qu'il n'existe plus de commission d'attribution des biens communaux suite au renouvellement général des Conseils municipaux suite au scrutin du 23 mars 2014 et que par conséquent la location est soumise à délibération du Conseil municipal,
- Vu la délibération du 7 mars 2011 concernant les charges des fermages communaux,
le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
- DÉCIDE de mettre en location selon le régime des baux ruraux, pour une durée de 9 ans :
la terre agricole (pré), ban communal de STOTZHEIM, au lieudit Sandfurt,
cadastrée section 56, parcelle 2 (lot 27), d'une superficie de 90 ares,
- DÉCIDE de retenir le mode de location à l'amiable pour ce terrain,
- FIXE comme suit les critères de participation préalable à l'attribution de terrains communaux :
 - une priorité est réservée aux exploitants qui réalisent une installation bénéficiant de la DJA (article L 411-15 du Code rural),
 - le candidat devra pouvoir établir son titre de chef d'exploitation par la production d'un certificat délivré par la MSA prouvant qu'il exploite au minimum 12,5 ha de terrain,
 - seuls les candidats ayant le siège de leur exploitation à STOTZHEIM seront acceptés,
 - le candidat devra avoir moins de 60 ans au 11 novembre de l'année de l'attribution,
 - toute personne physique ou morale déjà locataire d'une ou plusieurs parcelles d'une superficie supérieure à 2 hectares (prés et champs confondus) ne pourra pas se porter candidate,
 - le candidat pourra être une personne physique ou morale, mais seule une personne physique pourra se porter candidate par famille quelle que soit la forme de l'exploitation (SARL, EARL, SDF, SA, GAEC, EURL...),
- DIT que l'attribution des terrains se fera lors du prochain Conseil municipal,
- FIXE le loyer selon l'arrêté préfectoral fixant les minima et les maxima des fermages :
à 131,39 €, charges en plus, pour la terre agricole (pré), ban communal de STOTZHEIM,
au lieudit Sandfurt, cadastrée section 56, parcelle 2 (lot 27), d'une superficie de 90 ares,
- PRÉCISE que la terre agricole, au lieudit Sandfurt, sera soumise aux charges votées par délibération du Conseil municipal en date du 7 mars 2011,
- CHARGE le Maire de procéder à la publication de la location jusqu'au 05/12/2016 à 12 h 00 : la publication sera effectuée sur les panneaux d'affichage situés dans le village,
- DIT que la location sera effective à compter du 11 novembre 2016,
- CHARGE le Maire de recueillir les candidatures.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

RÉFORME DE L'INTERCOMMUNALITÉ : EXTENSION ET RÉORGANISATION DES COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES À LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES BARR BERNSTEIN ET REFONTE STATUTAIRE EMPORTANT CHANGEMENT DE DÉNOMINATION DE L'EPCI EN COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DU PAYS DE BARR

- Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- Vu la loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

- Vu la loi N° 2004-809 du 13 avril 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu la loi N° 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales ;
- Vu la loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Vu la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu la loi de finances pour 2016 N° 2015-1785 du 29 décembre 2015 et notamment son article 150 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2541-12, L5211-1, L5211-5, L5211-5-1, L 5211-17, L5211-20 et L5214-16 ;
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 22 octobre 2012 portant création de la Communauté de Communes Barr Bernstein par fusion des Communautés de Communes du Piémont de Barr et du Bernstein et de l'Ungersberg et adoption de ses statuts ;
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 7 août 2013 portant actualisation des compétences de la Communauté de Communes Barr Bernstein et définition de l'intérêt communautaire ;
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 23 mars 2015 portant extension des compétences, définition de l'intérêt communautaire et modification des statuts de la Communauté de Communes Barr Bernstein ;
- Vu la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes Barr Bernstein en sa séance du 27 septembre 2016, adoptée dans le cadre de la réforme de l'intercommunalité, et tendant à l'extension et la réorganisation de ses compétences ainsi qu'à une refonte statutaire intégrale, emportant par ailleurs changement de dénomination de l'EPCI en Communauté de Communes du Pays de Barr ;
- Considérant la démarche explicative et l'ensemble des motivations soumises à son appréciation qui ont été produites par la Communauté de Communes à la lumière de son Rapport de Présentation ainsi qu'à l'appui des différents documents d'analyse ayant fondé ces différentes mutations ;
- Considérant que les communes membres sont dès lors appelées à se prononcer sur les différentes branches de ce dispositif dans les conditions prévues aux articles L5211-5-1, L5211-17 et L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux transferts de compétences et aux autres modifications statutaires, exigeant un accord concordant exprimé par les Conseils municipaux saisis du projet devant recueillir la majorité qualifiée requise par l'article L5211-5 du même Code ;

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'approuver comme suit l'extension et la réorganisation des compétences transférées à l'EPCI sur le fondement des articles L5214-16 et L5211-17 du CGCT et résultant, d'une part, de l'intégration des nouveaux transferts prévus par la Loi MAPTAM du 27 février 2014 et la Loi NOTRe du 7 août 2015 et, d'autre part, de leur reformulation intégrale dictée par un souci de clarification et de sécurité juridique :

- **COMPÉTENCES OBLIGATOIRES**

- **Groupe « Aménagement de l'espace »**

- Élaboration et mise en œuvre d'un Projet de Développement et d'Aménagement du Territoire dans le cadre de la conduite des politiques communautaires en association avec les communes membres.
- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire par le biais de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou toute autre procédure d'aménagement portant sur des opérations déclarées d'intérêt communautaire.
- Schéma de Cohérence Territoriale et Schéma de Secteur ; Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, dans la perspective de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ; Mise en œuvre d'un Règlement Local de Publicité.

➤ **Groupe « Développement économique et Tourisme »**

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L4251-17 du CGCT et menées dans le cadre du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale et touristique.
- À ce dernier titre, il est explicitement entendu que les terrains de camping relèvent des zones d'activité touristique.
- Indépendamment des zones d'activité économique communautaires existantes, les zones d'activité communales au sens de la présente compétence dont le transfert interviendra au 1er janvier 2017 seront répertoriées dans une annexe avec délimitation de leur périmètre.
- Participation au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région dans les conditions prévues à l'article L1511-2 du CGCT.
- Définition d'un dispositif d'aides ou de régimes d'aides sur le territoire communautaire en matière d'investissement immobilier et de location de terrains ou d'immeubles dans les conditions prévues à l'article L1511-3 du CGCT.
- Construction et gestion d'ateliers relais pour des opérations déclarées d'intérêt communautaire.
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
- Promotion du tourisme par la mise en œuvre de toute action et de toute mission destinées à l'attractivité du territoire.
- Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, l'EPCI s'appuiera notamment sur l'Office de Tourisme Intercommunal existant.
- Construction, aménagement et gestion d'équipements à vocation touristique déclarés d'intérêt communautaire en favorisant également l'émergence de grands projets structurants contribuant à l'attractivité du territoire ou son rayonnement touristique.

➤ **Groupe « Actions liées à l'environnement »**

- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) dans les conditions prévues aux 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L211-7 du Code de l'environnement.

Cette compétence comprend les missions obligatoires suivantes :

- . aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- . entretien et aménagement de cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau ;
- . défense contre les inondations ;
- . protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La compétence « GEMAPI » sera obligatoirement exercée, au plus tard et de plein droit, au 1er janvier 2018, sans préjudice d'une éventuelle application anticipée après décision concordante des organes délibérants concernés.

Outre ces missions obligatoires, la Communauté de Communes est par ailleurs compétente, dans le cadre de la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement au sens du 4° de l'article L 211-7 du Code de l'environnement, en matière de lutte contre les coulées de boue relevant d'opérations déclarées d'intérêt communautaire.

➤ **Groupe « Actions liées à l'habitat »**

Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage (AAGV) dans le cadre du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV).

Cette compétence s'exercera à compter du 1er janvier 2017 par transfert de l'AAGV de la Ville de Barr.

➤ **Groupe « Actions liées aux déchets »**

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés au sens des articles L 2224-13 et suivants du CGCT.

➤ **Groupe « Assainissement »**

Compétence obligatoire dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 6° de l'article L 5214-16 I. du CGCT, soit au 1^{er} janvier 2020, sous réserve d'un nouveau report légal ultérieur.

Intégralité de la compétence assainissement des eaux usées comprenant l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif au sens de l'article L 2224-8 du CGCT.

➤ **Groupe « Eau »**

Compétence obligatoire dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 7° de l'article L 5214-16 I. du CGCT, soit au 1er janvier 2020, sous réserve d'un nouveau report légal ultérieur.

Intégralité de la compétence relative à la production et à la distribution d'eau potable au sens des articles L 2224-7 et L 2224-7-1 du CGCT.

• **COMPÉTENCES OPTIONNELLES**

➤ **Groupe « Protection et mise en valeur de l'environnement »**

Conduite d'actions d'intérêt communautaire en faveur de la protection et la mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas régionaux ou départementaux, et soutien aux démarches de développement durable visant en particulier la maîtrise de la demande d'énergie.

➤ **Groupe « Politique du logement et du cadre de vie »**

- Actions déclarées d'intérêt communautaire destinées à la valorisation, à la promotion et au soutien de l'identité paysagère et patrimoniale locale ainsi que de la sauvegarde des vestiges du patrimoine castral.
- Toute opération ou action d'intérêt communautaire destinée à favoriser l'émergence ou la mise en valeur de sites, bâtiments ou équipements remarquables au travers de cheminements ou circuits thématiques.
- Actions déclarées d'intérêt communautaire portant sur la valorisation du grand site naturel, patrimonial et paysager du Massif du Mont-Sainte Odile en partenariat avec les territoires concernés et les acteurs impliqués.

➤ **Groupe « Création, aménagement et entretien de la voirie »**

Création, aménagement et entretien des voiries desservant l'ensemble des zones d'activités économiques ainsi que des voiries desservant les ZAC déclarées d'intérêt communautaire.

➤ **Groupe « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »**

Équipements culturels

- Est déclaré d'intérêt communautaire le Centre d'Interprétation du Patrimoine « Les Ateliers de la Seigneurie » à Andlau.
- Sont également déclarés d'intérêt communautaire dans le cadre de l'action communautaire en faveur de la lecture publique, les établissements du territoire formant le réseau des bibliothèques.
- L'exercice de cette compétence sera toutefois différé au 1er janvier 2020, sans préjudice d'une éventuelle mise en œuvre anticipée après décision concordante des organes délibérants concernés.

- Sont également déclarés d'intérêt communautaire dans le cadre de l'action communautaire en faveur des enseignements artistiques, les établissements du territoire formant le réseau des écoles publiques de musique, de danse ou autres disciplines.
- L'exercice de cette compétence sera toutefois différé au 1er janvier 2020, sans préjudice d'une éventuelle mise en œuvre anticipée après décision concordante des organes délibérants concernés.

Équipements sportifs

- Sont déclarés d'intérêt communautaire les équipements sportifs suivants :
 - . Salle du SIVOM, Centre Sportif du Piémont, salles multisports du Jardin des Sports, terrain de grand jeu synthétique, bâtiment club house et stand de tir à Barr,
 - . Gymnase et hall de sports à Dambach-la-Ville,
 - . Salle multisports à Epfig.

Cette description ne faisant pas obstacle à une modification ultérieure au regard de la situation patrimoniale des biens.

➤ Groupe « Action sociale d'intérêt communautaire »

Actions dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse

- Détermination, mise en œuvre et conduite d'une politique communautaire en matière d'enfance et de jeunesse prenant appui sur un Projet Éducatif Local en partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués.

Les actions déployées à ce titre comprennent la création, la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements et de structures destinées à :

- . l'animation d'un Relais d'Assistants Maternels (RAM) ;
- . l'exercice des activités de crèche, garderie avec restauration, accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires ainsi que leur gestion, et déclarées d'intérêt communautaire ;
- . l'organisation d'un Service Animation Jeunesse (SAJ) développant des activités socio-éducatives et socio-culturelles en direction des jeunes.

Actions en faveur de l'emploi

- Accompagnement ou soutien de toute initiative ou démarche favorisant l'accès à l'emploi sur le territoire, déclarée d'intérêt communautaire.

Est déclaré d'intérêt communautaire le partenariat avec la Mission Locale dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

➤ Groupe « Assainissement »

- Intégralité de la compétence assainissement des eaux usées comprenant l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif au sens de l'article L 2224-8 du CGCT.

La présente compétence sera intégrée de plein droit au titre des compétences obligatoires dans les conditions de délais définis au 6° de l'article L 5214-16 I. du CGCT.

➤ Groupe « Maisons de services publics »

- Création et gestion de maisons de services publics et définition des obligations de service public y afférentes en application de la Loi DCRA du 12 avril 2000 dans le cadre d'actions d'intérêt communautaire.

• COMPÉTENCES FACULTATIVES

Aménagement numérique

- Création ou participation à la création d'infrastructures de télécommunication à très haut débit dans le cadre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) en partenariat avec les autres collectivités ou acteurs associés.

Organisation de la mobilité

- Réalisation ou accompagnement de toute action revêtant un intérêt communautaire favorisant les modes de déplacements terrestres non motorisés ainsi que les circulations douces destinées au maillage intercommunal par des cheminements piétons et des liaisons cyclables entre les agglomérations.
- Organisation et mise en œuvre d'un service de transport public de voyageurs à la demande en tant qu'AOT/AOM de second rang par délégation du Conseil Régional et dans les conditions prévues à l'article L 1231-1 du code des transports.
- Réalisation ou accompagnement de toute action revêtant un intérêt communautaire favorisant les usages partagés des véhicules terrestres à moteurs relatifs au covoiturage, à l'autopartage ou à d'autres dispositifs poursuivant le même objectif, et dans les conditions prévues à l'article L 1231-1 du code des transports.

Actions culturelles

- Réalisation, promotion, accompagnement ou soutien de toute animation ou tout événement à caractère culturel comportant une dimension supra-communale et revêtant un intérêt communautaire.

Actions sportives

- Réalisation, promotion, accompagnement ou soutien de toute action ou manifestation à caractère sportif comportant une dimension supra-communale et revêtant un intérêt communautaire.

Actions éducatives

- Fonctionnement et équipement matériel du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED).
- RELÈVE à cet égard et outre les nouveaux transferts obligatoires ou optionnels résultant essentiellement de la Loi NOTRe, que ces profondes mutations emportent novation dans l'étendue de la quasi intégralité des compétences transférées et exigeront, pour celles dont l'exercice le requiert, la détermination de l'intérêt communautaire dans les conditions prévues aux articles L 5214-16-IV et L 5211-20 du CGCT, ce redimensionnement des compétences impliquant nécessairement une indispensable redéfinition des limites de subsidiarité des communes membres ;
- APPROUVE par ailleurs l'ensemble des autres modifications statutaires relevant de l'article L 5211-20 du CGCT et portant sur des modalités organiques et fonctionnelles, ces différentes évolutions ayant fait l'objet d'une refonte intégrale par l'adoption de nouveaux statuts tels qu'ils sont annexés à la présente délibération consacrant concomitamment la nouvelle dénomination de l'EPCI en **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BARR,**
- PREND ACTE que l'ensemble de ce dispositif doit entrer en vigueur au 1er janvier 2017,
- CHARGE Monsieur le Maire de procéder à la communication de la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Barr Bernstein.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

**PROJET DE MUTUALISATION DES SERVICES PRÉSENTÉ PAR LA
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BARR BERNSTEIN – AVIS CONSULTATIF
DES COMMUNES MEMBRES**

- Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;
- Vu la loi N° 2004-809 du 13 avril 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu la loi N° 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales ;

- Vu la loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriales et d'affirmation des métropoles ;
- Vu la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2541-12, L 5211-4-1, L 5211-4-2, L 5211-4-3, L 5211-39-1, L 5211-56 et L 5214-16-1 ;
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 22 octobre 2012 portant création de la Communauté de Communes Barr Bernstein par fusion des Communautés de Communes du Piémont de Barr et du Bernstein et de l'Ungersberg et adoption de ses statuts ;
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 7 août 2013 portant actualisation des compétences de la Communauté de Communes Barr Bernstein et définition de l'intérêt communautaire ;
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 23 mars 2015 portant extension des compétences, définition de l'intérêt communautaire et modification des statuts de la Communauté de Communes Barr Bernstein ;
- Vu subsidiairement la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes Barr Bernstein en sa séance du 27 septembre 2016, adoptée dans le cadre de la réforme de l'intercommunalité, et tendant à l'extension et la réorganisation de ses compétences ainsi qu'à une refonte statutaire intégrale, emportant par ailleurs changement de dénomination de l'EPCI en Communauté de Communes du Pays de Barr ;
- Considérant qu'en vertu de l'article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et afin d'assurer une meilleure organisation des services, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations entre les services de l'EPCI et ceux des communes membres, comportant notamment un projet de schéma de mutualisation de services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat ;
- Considérant que le schéma de mutualisation, comportant un caractère obligatoire mais non contraignant, constitue un document de référence traduisant une volonté politique des élus du territoire en faveur d'un rapprochement de leurs services respectifs en s'apparentant donc à un outil de prévision et de planification dont le contenu est laissé au libre choix des collectivités ;
- Considérant qu'il ressort du Projet de Territoire adopté le 1er juillet 2014 par le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes Barr Bernstein, constituant l'acte fondateur du contrat de mandat pour la période 2014-2020, que la mutualisation avait été érigée parmi les deux leviers destinés à favoriser la réalisation des objectifs prioritaires définis ;
- Considérant que sa construction, engagée dès le mois d'août 2014, est le fruit d'une très large concertation ayant associé tout au long du processus d'élaboration l'ensemble des communes membres qui ont ainsi pu exprimer individuellement leurs attentes et leurs besoins ;
- Considérant qu'à l'achèvement de ce chantier, reposant notamment sur un état des lieux et une évaluation des capacités et du niveau d'intérêt de chaque partenaire permettant d'échafauder une projection suffisamment mature et opérante susceptible de correspondre aux aspirations conjointes de la Communauté de Communes et ses communes membres, Monsieur le Président de la Communauté de Communes Barr Bernstein a soumis son projet de schéma de mutualisation formant un document extrêmement complet contenant :
 - . les objectifs généraux de la mutualisation ;
 - . la définition de son cadre juridique ;
 - . la carte d'identité de la Communauté de Communes et son Projet de Territoire ;
 - . le rappel de la démarche poursuivie ;
 - . le diagnostic de l'administration territoriale et les grandes orientations ;
 - . le plan d'actions préconisé par la mutualisation et son phasage ;
 - . les effets des mutualisations sur les effectifs ;
 - . les modalités de pilotage et de suivi ;
- Considérant que chaque commune étant dès lors en mesure de se positionner concrètement dans ce projet selon le degré d'implication souhaité, il lui appartient par conséquent d'exprimer son avis sur le dispositif présenté ;

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ÉMET dans son ensemble un avis favorable aux orientations fondamentales développées dans le projet de schéma de mutualisation entre les services de la Communauté de Communes Barr Bernstein et ceux des communes membres selon les principes généraux tels qu'ils ont été présentés, et qui suscitent de sa part une observation quant à la pérennité des mairies des communes membres ;
- ENTEND par conséquent marquer son intérêt pour s'inscrire dans ce processus en se positionnant dès à présent sur une échelle de mutualisation privilégiant a priori le 3ème niveau, la participation ;
- CONFIRME à cet égard sa volonté potentielle d'adhésion aux modules de mutualisation qui ont été conçus à l'aune des évaluations préalables relatives aux attentes et aux besoins des communes membres, sur la base du tableau annexé à la présente délibération. L'annexe n'indiquant aucune information quant à la participation de la Commune pour la prestation proposée, les membres du Conseil municipal ne souhaitent pas se prononcer sur leurs intentions ;
- SOULIGNE cependant que cette énonciation ne revêt aucune valeur juridique d'engagement, mais constitue une simple déclaration d'intention destinée à déterminer un ordre de priorité dans la création successive des services mutualisés et services communs sur la période 2017-2020, et de calibrer ainsi avec exactitude leurs modalités de mise en œuvre et leurs impacts organisationnels et financiers avec les clefs de répartition correspondantes ;
- RELÈVE dans cette perspective que la mise en œuvre du plan d'actions s'effectuera « à la carte » et en accord collectif entre la Communauté de Communes et les collectivités adhérentes selon le principe du volontariat, chaque commune restant dès lors libre de rejoindre ultérieurement une organisation mutualisée après décision souveraine de l'assemblée municipale ;
- CHARGE Monsieur le Maire de procéder à la communication de la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Barr Bernstein ;
- PREND ACTE que le schéma de mutualisation fera l'objet d'une approbation définitive par le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes Barr Bernstein lors de sa séance plénière du 6 décembre 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

PLAQUETTES BOIS : CHOIX DU FOURNISSEUR

- Vu les demandes de devis du 14 octobre dernier pour la fourniture et la livraison de plaquettes pour la période du 1er novembre 2016 au 30 octobre 2017,
- Vu les devis recueillis, toutes les entreprises consultées n'ayant pas répondu à la consultation,
- Considérant que la scierie TRENDÉL S.A., offre la mieux-disante, a donné entièrement satisfaction les années précédentes sur la fourniture et la livraison de plaquettes pour l'alimentation de la chaufferie collective,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de missionner la scierie TRENDÉL S.A., sise à 67500 HAGUENAU, pour la fourniture et livraison de plaquettes, selon le devis proposé, à savoir 23,90 € le MAP (Mètre cube Apparent de Plaquettes) HT franco par benne de 40 m³.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 7

SUBVENTION POUR RAVALEMENT DE FAÇADES

- Vu la délibération du 5 novembre 2001 fixant les taux en euros et les critères applicables à compter du 1er janvier 2002 pour le subventionnement des travaux de restauration des bâtiments,
- Vu la délibération du 8 avril 2013 validant la convention de partenariat au titre du programme d'intérêt général (PIG) Rénov'Habitat 67 et de la valorisation du patrimoine alsacien,

- Vu le dossier de demande de subvention communale pour ravalement de façades présenté par Monsieur Hubert KRETZ pour les travaux de peinture réalisés sur son immeuble sis au 20 rue de Benfeld à Stotzheim,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer la subvention suivante
à Monsieur Hubert KRETZ : 60 m² à 3 €, soit 180 €, pour les travaux de peinture,
- PRÉCISE que cette subvention sera imputée à l'article 6574 "Subventions patrimoine bâti" prévu au Budget Primitif 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

DEMANDE DE SUBVENTION DE L'UNION MUSICALE DE STOTZHEIM

- Vu la demande de subvention de l'Union Musicale de Stotzheim pour l'achat de pupitres pour l'association,
- Vu la facture présentée pour cet achat,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'accorder une subvention d'un montant de 200 € (deux cents euros) pour l'achat de pupitres à l'Union Musicale de Stotzheim,
- DIT que cette subvention sera inscrite au compte 6574 « divers » prévu au Budget Primitif 2016,

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 9

DIVERS ET COMMUNICATION

9.1. Informations sur les DIA

M. le Maire informe les membres du Conseil de la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) transmise à la Communauté des Communes Barr-Bernstein et pour laquelle la Commune décide de ne pas exercer son droit de préemption urbain :

- DIA reçue par Me BINDLER, notaire à ILLKIRCH : demande à la Commune si elle souhaite mettre en œuvre son droit de préemption dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 1 parcelle 102/17 de 8,58 ares, 21 route Romaine, un appartement de 57,55 m², avec cave, garage et parking, appartenant à M. Maxime STRUB et Mme Delphine KAUFFER.

9.2. Comptes rendus des Commissions Communales

- **Vie locale** : les membres de la Commission se sont réunis le 25 octobre à 19 h 45 concernant la fête des aînés du 11 décembre 2016, la cérémonie du 11 novembre et la réception des vœux 2017. Mmes Céline MASTRONARDI et Michèle FETZER, adjointes au Maire, présentent aux membres le compte rendu de la réunion.
- **Communication** : les membres de la Commission se sont réunis le 24 octobre à 20 h 00 pour travailler sur le site Internet. Mme Michèle FETZER, adjointe au Maire, présente aux membres les modifications apportées au site à ce jour.
- **Dates des prochaines commissions** :
 - Une Commission École/Jeunesse aura lieu le 21 novembre à 16 h 00 avec le corps enseignant et la gendarmerie concernant la sécurisation des bâtiments scolaires.
 - Une Commission Finances aura lieu le 21 novembre à 20 h 30 concernant la préparation du Budget 2017 et pour faire le point sur les finances 2016,

- Une Commission Appel d'Offres se réunira le 25 novembre à 20 h 00 pour l'ouverture des plis des offres pour les travaux de relevage de l'Orgue (les membres des Commissions Réunies ont également été invités).
- Une réunion des Commissions réunies aura lieu le 28 novembre à 20 h 00 concernant les travaux de relevage de l'orgue.
- La Commission Appel d'Offres se réunira le 5 décembre à 19 h 00 pour le choix des entreprises avec la participation du Conseil de Fabrique, le maître d'œuvre M. BAUMANN (les membres des Commissions Réunies ont également été invités).

9.3. Teintes fenêtres nouvelle mairie

M. le Maire présente aux membres du Conseil le message de M. POULET, architecte, proposant deux couleurs différentes pour l'extérieur et l'intérieur des fenêtres à l'étage de la mairie. Le devis de la menuiserie JEHL, lot 3, est présenté aux membres. Le devis pour la plus-value relative à une couleur différente à l'intérieur et à l'extérieur est de 1 770,00 € HT. Après en avoir discuté, les membres décident à l'unanimité de ne pas retenir la proposition de la menuiserie JEHL et souhaite que la teinte des fenêtres soit identique à l'extérieur comme à l'intérieur.

9.4. Cahier des charges du relevage d'orgue

M. le Maire présente aux membres du Conseil le cahier des charges établi par M. BAUMANN, maître d'œuvre, pour les travaux de relevage de l'orgue de l'église. Le dossier de consultation a été envoyé à cinq facteurs d'orgue en date du 21 octobre 2016. La remise des offres a été fixée au 25 novembre 2016. La Commission d'Appel d'Offres se réunira à 19 h 00 ce jour-là pour l'ouverture des plis. Les offres seront ensuite envoyées pour analyse au maître d'œuvre.

9.5. Subventions travaux mairie

M. le Maire informe les membres des notifications reçues au sujet des demandes de subvention pour les travaux de réhabilitation de la mairie :

- Fonds de soutien à l'investissement :	18 301 €
- FIPHFP :	50 000 €
- DETR :	113 100 €

M. le Maire rappelle que la Commune a déjà réceptionné la notification pour la réserve parlementaire de M. Herth d'un montant de 16 000 € ainsi que les primes d'énergie de 645 €.

La Commune bénéficiera d'un total de 198 086 € TTC de subvention, équivalant environ à 30 % du montant des travaux.

9.6. Banque alimentaire du Bas-Rhin

La Commune participera comme chaque année à la collecte nationale organisée par la Banque Alimentaire du Bas-Rhin les 25 et 26 novembre 2016. Une permanence sera organisée le samedi 26 novembre de 9 h à 11 h en mairie. Les enfants scolarisés seront sensibilisés par le biais du personnel enseignant. Un article a été publié dans le dernier bulletin municipal pour sensibiliser les habitants de Stotzheim à participer à cette collecte nationale. Mme Carine GOERINGER et M. Norbert RIESTER, membres du Conseil, se chargent de la permanence lors de cette collecte.

9.7. Proposition d'un sapin

M. le Maire informe les membres du Conseil de la proposition de M. et Mme LOTZ, actuellement domiciliés au 27 route Romaine à Stotzheim : ils souhaiteraient savoir si la Commune serait intéressée par le sapin situé sur leur propriété, sise 42 route Romaine. M. le Maire se charge d'aller voir les propriétaires pour leur demander s'ils prennent en charge la coupe du sapin, la Commune ne souhaitant pas occasionner de frais pour l'abattage et le déplacement de l'arbre.

9.8. Autorisation de vente de sapins

M. le Maire informe les membres du Conseil de la demande d'autorisation transmise par un commerçant pour stationner 1 h sur le domaine public communal pour vendre des sapins entre le 2 et 22 décembre 2016. La place de la mairie n'étant pas accessible le temps de travaux, il est décidé de transmettre la demande au Président de l'Étoile Sportive et le lui laisser la décision d'autoriser cette vente sur le parking du terrain de football ou non.

9.9. Rapport d'activités 2015 de la Communauté des Communes Barr Bernstein et compilation des comptes administratifs de l'exercice 2015

M. le Maire présente aux membres du Conseil le Rapport d'activités 2015 de la Communauté des Communes Barr Bernstein ainsi que la compilation des comptes administratifs 2015 en la forme simplifiée. Le Conseil municipal prend acte sans observations du Rapport annuel pour l'exercice 2015 présenté par Monsieur le Président de la Communauté de Communes BARR BERNSTEIN, ainsi que la compilation des comptes administratifs 2015 en la forme simplifiée et charge M. le Maire de communiquer la présente délibération à l'EPCI.

9.10. Courrier du 11 novembre

M. le Maire donne lecture au Conseil du courriel reçu au sujet de la cérémonie du 11 novembre. Le courriel mentionne la déception de certains administrés concernant la décision prise par la Commune de ne pas organiser un vin d'honneur après la commémoration. La mairie étant en travaux, la Commune ne possède pas de salle adéquate pour l'organisation d'un vin d'honneur ailleurs. Le même cas s'était présenté lors des travaux de réhabilitation de l'école en 2012. M. le Maire prendra contact avec l'auteur du courriel pour expliquer la raison de la décision prise par la Commune.

9.11. Invitation Fête de Noël

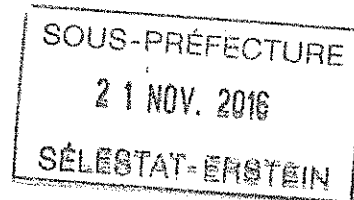
Les invitations pour la fête de Noël des aînés sont distribuées aux membres du Conseil qui se rendront chez les personnes afin de recueillir les inscriptions. La fête de Noël aura lieu le dimanche 11 décembre 2016.

-
- M. le Maire fait le compte rendu de la réunion du jeudi 13 octobre 2016 organisée par la Sous-Préfecture de Sélestat-Erstein concernant la **sécurisation des écoles**. Une réunion à ce sujet aura lieu le **21 novembre 2016 à 16 h** avec le corps enseignant et la gendarmerie, ainsi que la commission « École-Jeunesse ».
 - M. le Maire informe les membres du Conseil du suivi du **problème de la chaufferie**. Suite au remplacement de la vis, il a été constaté que le renvoi d'angle n'était pas la source du problème. Il a donc été convenu avec l'entreprise intervenante, à savoir BIOENERGIES France, du remboursement de la facture BIOFLAMME pour la vis d'alimentation.
 - M. le Maire informe les membres du Conseil que l'arrêté de **dissolution de l'AFUA Woelfli** a été réceptionné le 21 octobre dernier et a été transmis en recommandé AR à tous les propriétaires fonciers. M. le Maire a demandé à M. SCHALLER de procéder à la déduction des frais pour que la Commune puisse rembourser à chaque propriétaire le restant dû comme convenu par délibération du 7 décembre 2015.
 - M. le Maire informe qu'un constat amiable a été effectué avec l'entreprise SEEGMULLER suite au **choc du camion de déménagement contre le poteau en grès du portail** de la mairie provisoire. Le dossier est en cours. M. le Maire a également demandé à l'entreprise que le déménagement retour se fasse dans de meilleures conditions. L'entreprise a répondu qu'elle ferait le nécessaire pour une meilleure qualité de service.
 - Mme Valérie HIRTZ, membre du Conseil, informe le Conseil que des touristes l'ont interpellée sur **l'absence de poubelles destinées au ramassage des déjections canines**. Vu le problème récurrent sur la Commune, une réflexion pourrait être menée pour se doter de poubelles et mettre à disposition des sacs pour le ramassage des déjections.
 - M. Didier METZ, membre du Conseil, fait le **compte rendu des comptes de l'ACMECS** suite à la prise en charge des activités extra-scolaires.

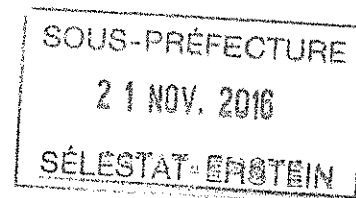
- M. Benoît SPITZ, membre du Conseil, informe du **problème d'éclairage public route Romaine et rue Binnweg**. En effet, l'éclairage ne fonctionne plus aux alentours de 22 h. L'entreprise CRESA sera missionnée pour trouver une solution à ce problème.
- M. Philippe SCHMITT, membre du Conseil, informe que **l'éclairage du terrain de pétanque** s'est mis en route en même temps que l'éclairage public et demande s'il ne faudrait pas vérifier que l'éclairage du terrain ne soit pas associé à la mise en route de l'éclairage public.
- M. Philippe SCHMITT, membre du Conseil, informe qu'il reste encore beaucoup de **gravillons suite aux travaux de revêtement**, rue de Benfeld. M. le Maire informe que l'entreprise a effectué un balayage après travaux.
- M. le Maire fait part des invitations reçues.
- Le prochain Conseil municipal aura lieu le 5 décembre 2016.

La séance est levée à 22 h 00

*Extrait certifié conforme,
Le Maire.*



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°4 DU CONSEIL MUNICIPAL DE STOTZHEIM



STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BARR

PREAMBULE

L'émergence de structures fédératives destinées à la mise en commun de moyens s'est manifestée dès 1960 avec la création du SIVOM du Canton de Barr qui a été scindé en 1972 en deux entités distinctes :

- Le SIVOM du Coin de Barr alors composé de 13 communes : Andlau, Barr, Bourgheim, Eichhoffen, Gertwiller, Goxwiller, Heiligenstein, Le Hohwald, Mittelbergheim, Saint-Pierre, Stotzheim, Valff et Zellwiller.
- Le SIVOM du Bernstein et de l'Ungersberg regroupant 7 communes : Bernardvillé, Blienschwiller, Dambach-La-Ville, Epfig, Itterswiller, Nothalten et Reichsfeld.

En adéquation avec le renforcement de la coopération intercommunale, ces deux groupements ont procédé à une mutation par transformation, selon les mêmes périmètres, respectivement en Communauté de Communes du Piémont de Barr en 1996 et Communauté de Communes du Bernstein et de l'Ungersberg en 1994.

En application de la Loi RCT du 16 décembre 2010, le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale du 14 décembre 2011 avait préconisé une réorganisation institutionnelle du territoire en réunissant les deux EPCI en une structure unique.

Sur la base d'une démarche volontaire, les vingt communes se sont unanimement prononcées en 2012 sur l'engagement d'une fusion.

C'est ainsi qu'a été créée, par arrêté préfectoral du 22 octobre 2012, la Communauté de Communes Barr Bernstein, dont les compétences ont été harmonisées par arrêté du 7 août 2013.

Dans le prolongement des premières évolutions intervenues par arrêté préfectoral du 23 mars 2015, il incombe désormais, en vertu de l'exposé des motifs produit à l'appui de la délibération du Conseil de Communauté du 27 septembre 2016, d'adopter la présente refonte statutaire en consacrant simultanément le changement de dénomination de l'EPCI en

« COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BARR ».

TITRE I : CONSTITUTION - OBJET

ARTICLE 1 - CONSTITUTION

En application des articles L 5210-1-1, L 5211-5 et L 5214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est constitué par regroupement entre les communes d'ANDLAU, BARR, BERNARDVILLE, BLIENSCHWILLER, BOURGHEIM, DAMBACH LA VILLE, EICHHOFFEN, EPGIG, GERTWILLER, GOXWILLER, HEILIGENSTEIN, ITTERSCHWILLER, LE HOHWALD, MITTELBERGHEIM, NOTHALTEN, REISCHSFELD, SAINT-PIERRE, STOTZHEIM, VALFF, ZELLWILLER une Communauté de Communes dénommée

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BARR

La Communauté de Communes est un EPCI à fiscalité propre qui a pour objet d'associer, selon les conditions définies par la loi, les communes membres au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement du territoire communautaire, dans le cadre de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées.

ARTICLE 2 - SIEGE

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à

67140 BARR,
57, Rue de la Kirneck

ARTICLE 3 - DUREE

La Communauté de Communes est instituée pour une durée illimitée.

TITRE II : COMPETENCES

ARTICLE 4 – ETENDUE DES COMPETENCES TRANSFEREES

4. 1 COMPETENCES OBLIGATOIRES

➤ 4.1.1. Groupe « Aménagement de l'espace »

4.1.1.1

Elaboration et mise en œuvre d'un Projet de Développement et d'Aménagement du Territoire dans le cadre de la conduite des politiques communautaires en association avec les communes membres.

4.1.1.2

Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire par le biais de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou toute autre procédure d'aménagement portant sur des opérations déclarées d'intérêt communautaire.

4.1.1.3

Schéma de Cohérence Territoriale et Schéma de Secteur ; Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, dans la perspective de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ; Mise en œuvre d'un Règlement Local de Publicité.

➤ 4.1.2. Groupe « Développement économique et Tourisme »

4.1.2.1

Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L4251-17 du CGCT et menées dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

4.1.2.2

Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale et touristique.

A ce dernier titre, il est explicitement entendu que les terrains de camping relèvent des zones d'activité touristique.

Indépendamment des zones d'activité économique communautaires existantes, les zones d'activité communales au sens de la présente compétence dont le transfert interviendra au 1^{er} janvier 2017 seront répertoriées dans une annexe avec délimitation de leur périmètre.

4.1.2.3

Participation au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région dans les conditions prévues à l'article L1511-2 du CGCT.

4.1.2.4

Définition d'un dispositif d'aides ou de régimes d'aides sur le territoire communautaire en matière d'investissement immobilier et de location de

terrains ou d'immeubles dans les conditions prévues à l'article L1511-3 du CGCT.

4.1.2.5

Construction et gestion d'ateliers relais pour des opérations déclarées d'intérêt communautaire.

4.1.2.6

Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

4.1.2.7

Promotion du tourisme par la mise en œuvre de toute action et de toute mission destinées à l'attractivité du territoire.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, l'EPCI s'appuiera notamment sur l'Office de Tourisme Intercommunal existant.

4.1.2.8

Construction, aménagement et gestion d'équipements à vocation touristique déclarés d'intérêt communautaire en favorisant également l'émergence de grands projets structurants contribuant à l'attractivité du territoire ou son rayonnement touristique.

➤ 4.1.3. Groupe « Actions liées à l'environnement »

4.1.3.1

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) dans les conditions prévues aux 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L211-7 du code de l'environnement.

Cette compétence comprend les missions obligatoires suivantes :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- entretien et aménagement de cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau ;
- défense contre les inondations ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La compétence « GEMAPI » sera obligatoirement exercée, au plus tard et de plein droit, au 1er janvier 2018, sans préjudice d'une éventuelle application anticipée après décision concordante des organes délibérants concernés.

4.1.3.2

Outre les missions obligatoires, la Communauté de Communes est par ailleurs compétente, dans le cadre de la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement au sens du 4° de l'article L 211-7 du code de l'environnement, en matière de lutte contre les coulées de boue relevant d'opérations déclarées d'intérêt communautaire.

➤ **4.1.4. Groupe « Actions liées à l'habitat »**

Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage (AAGV) dans le cadre du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV).

Cette compétence s'exercera à compter du 1er janvier 2017 par transfert de l'AAGV de la Ville de Barr.

➤ **4.1.5. Groupe « Actions liées aux déchets »**

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés au sens des articles L 2224-13 et suivants du CGCT.

➤ **4.1.6. Groupe « Assainissement »**

Compétence obligatoire dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 6° de l'article L 5214-16 I. du CGCT, soit au 1^{er} janvier 2020 sous réserve d'un nouveau report légal ultérieur.

Intégralité de la compétence assainissement des eaux usées comprenant l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif au sens de l'article L 2224-8 du CGCT.

➤ **4.1.7. Groupe « Eau »**

Compétence obligatoire dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 7° de l'article L 5214-16 I. du CGCT, soit au 1^{er} janvier 2020 sous réserve d'un nouveau report légal ultérieur.

Intégralité de la compétence relative à la production et à la distribution d'eau potable au sens des articles L 2224-7 et L 2224-7-1 du CGCT.

4.2. COMPETENCES OPTIONNELLES

➤ **4.2.1. Groupe « Protection et mise en valeur de l'environnement »**

Conduite d'actions d'intérêt communautaire en faveur de la protection et la mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas régionaux ou départementaux, et soutien aux démarches de développement durable visant en particulier la maîtrise de la demande d'énergie.

➤ **4.2.2. Groupe « Politique du logement et du cadre de vie »**

4.2.2.1

Actions déclarées d'intérêt communautaire destinées à la valorisation, à la promotion et au soutien de l'identité paysagère et patrimoniale locale ainsi que de la sauvegarde des vestiges du patrimoine castral.

4.2.2.2

Toute opération ou action d'intérêt communautaire destinée à favoriser l'émergence ou la mise en valeur de sites, bâtiments ou équipements remarquables au travers de cheminements ou circuits thématiques.

4.2.2.3

Actions déclarées d'intérêt communautaire portant sur la valorisation du grand site naturel, patrimonial et paysager du Massif du Mont-Sainte Odile en partenariat avec les territoires concernés et les acteurs impliqués.

➤ **4.2.3. Groupe « Création, aménagement et entretien de la voirie »**

Création, aménagement et entretien des voiries desservant l'ensemble des zones d'activités économiques ainsi que des voiries desservant les ZAC déclarées d'intérêt communautaire.

➤ **4.2.4. Groupe « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »**

4.2.4.1 Equipements culturels

4.2.4.1.1

Est déclaré d'intérêt communautaire le Centre d'Interprétation du Patrimoine « Les Ateliers de la Seigneurie » à Andlau.

4.2.4.1.2

Sont également déclarés d'intérêt communautaire dans le cadre de l'action communautaire en faveur de la lecture publique, les établissements du territoire formant le réseau des bibliothèques.

L'exercice de cette compétence sera toutefois différé au 1^{er} janvier 2020, sans préjudice d'une éventuelle mise en œuvre anticipée après décision concordante des organes délibérants concernés.

4.2.4.1.3

Sont également déclarés d'intérêt communautaire dans le cadre de l'action communautaire en faveur des enseignements artistiques, les établissements du territoire formant le réseau des écoles publiques de musique, de danse ou autres disciplines.

L'exercice de cette compétence sera toutefois différé au 1^{er} janvier 2020, sans préjudice d'une éventuelle mise en œuvre anticipée après décision concordante des organes délibérants concernés.

4.2.4.2 Equipements sportifs

Sont déclarés d'intérêt communautaire les équipements sportifs suivants :

- Salle du SIVOM, Centre Sportif du Piémont, salles multisports du Jardin des Sports, terrain de grand jeu synthétique, bâtiment club house et stand de tir à Barr
- Gymnase et hall de sports à Dambach-la-Ville

- Salle multisports à Epfig

cette description ne faisant pas obstacle à une modification ultérieure au regard de la situation patrimoniale des biens.

➤ **4.2.5. Groupe « Action sociale d'intérêt communautaire »**

4.2.5.1 Actions dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse

Détermination, mise en œuvre et conduite d'une politique communautaire en matière d'enfance et de jeunesse prenant appui sur un Projet Educatif Local en partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués.

Les actions déployées à ce titre comprennent la création, la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements et de structures destinées :

- à l'animation et le fonctionnement d'un Relais d'Assistants Maternels (RAM) ;
- à des activités de crèche, garderie avec restauration, accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires ainsi que leur gestion, et déclarées d'intérêt communautaire ;
- à l'accueil d'un Service Animation Jeunesse (SAJ) développant des activités socio-éducatives et socio-culturelles en direction des jeunes.

4.2.5.2 Actions en faveur de l'emploi

Accompagnement ou soutien de toute initiative ou démarche favorisant l'accès à l'emploi sur le territoire, déclarée d'intérêt communautaire.

Est déclaré d'intérêt communautaire le partenariat avec la Mission Locale dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

➤ **4.2.6. Groupe « Assainissement »**

Intégralité de la compétence assainissement des eaux usées comprenant l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif au sens de l'article L 2224-8 du CGCT.

La présente compétence sera intégrée de plein droit au titre des compétences obligatoires dans les conditions de délais définis au 6° de l'article L 5214-16 I. du CGCT.

➤ **4.2.7. Groupe « Maisons de services publics »**

Création et gestion de maisons de services publics et définition des obligations de service public y afférentes en application de la Loi DCRA du 12 avril 2000 dans le cadre d'actions d'intérêt communautaire.

4.3. COMPETENCES FACULTATIVES

4.3.1. Aménagement numérique

Création ou participation à la création d'infrastructures de télécommunication à très haut débit dans le cadre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) en partenariat avec les autres collectivités ou acteurs associés.

4.3.2. Organisation de la mobilité

4.3.2.1

Réalisation ou accompagnement de toute action revêtant un intérêt communautaire favorisant les modes de déplacements terrestres non motorisés ainsi que les circulations douces destinées au maillage intercommunal par des cheminements piétons et des liaisons cyclables entre les agglomérations.

4.3.2.2

Organisation et mise en œuvre d'un service de transport public de voyageurs à la demande en tant qu'AOT/AOM de second rang par délégation du Conseil Régional et dans les conditions prévues à l'article L 1231-1 du code des transports.

4.3.2.3

Réalisation ou accompagnement de toute action revêtant un intérêt communautaire favorisant les usages partagés des véhicules terrestres à moteurs relatifs au covoiturage, à l'autopartage ou à d'autres dispositifs poursuivant le même objectif, et dans les conditions prévues à l'article L 1231-1 du code des transports.

4.3.3. Actions culturelles

Réalisation, promotion, accompagnement ou soutien de toute animation ou tout événement à caractère culturel comportant une dimension supra-communale et revêtant un intérêt communautaire.

4.3.4. Actions sportives

Réalisation, promotion, accompagnement ou soutien de toute action ou manifestation à caractère sportif comportant une dimension supra-communale et revêtant un intérêt communautaire.

4.3.4. Actions éducatives

Fonctionnement et équipement matériel du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED).

ARTICLE 5 – INTERET COMMUNAUTAIRE

L'ensemble des compétences énoncées à l'article 4 des présents statuts résultant, d'une part, de nouveaux transferts obligatoires ou optionnels liés aux réformes de l'intercommunalité et procédant, d'autre part, d'une refonte intégrale des compétences existantes intégrant de nouvelles compétences facultatives, seront soumises, pour celles dont l'exercice le requiert, à la détermination de l'intérêt communautaire dans les conditions prévues aux articles L 5214-16-IV et L 5211-20 du CGCT.

Dans l'attente des décisions prises à cette fin par l'organe délibérant, qui nécessiteront, selon leur rythme d'adoption, des mises à jour successives des présents statuts, les dispositions antérieures régissant la définition de l'intérêt communautaire et portant sur les mêmes objets continueront à s'appliquer.

ARTICLE 6 – EFFETS DU TRANSFERT DE COMPETENCES

Le transfert de compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont rattachés, des dispositions prévues aux articles L 1321-1 et suivants du CGCT.

ARTICLE 7 – MODE D'EXERCICE DES COMPETENCES

Les modalités de mise en œuvre relatives à l'exercice des compétences détenues par la Communauté de Communes en application de l'article 4 des présents statuts ainsi que leur mode de gestion sont déterminés par l'organe délibérant.

A cet égard et notamment, la Communauté de Communes peut adhérer à des établissements publics ou tout autre structure dans les conditions et limites fixées par la loi et le règlement, et notamment procéder, conformément à l'article L 5211-61 du CGCT, à un transfert de compétences au profit d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte.

ARTICLE 8 – COOPERATION EXTRA-COMMUNAUTAIRE

Dans les conditions prévues à l'article L 5221-1 du CGCT, la Communauté de Communes est habilitée dans le cadre de l'exercice de ses compétences à passer toute convention d'entente avec des communes, des EPCI ou des syndicats mixtes et portant sur des objets d'utilité commune.

TITRE III : ORGANISATION - ADMINISTRATION

ARTICLE 9 – ORGANE DELIBERANT

La Communauté de Communes est administrée par un organe délibérant composé de conseillers communautaires élus conformément au code électoral.

La composition du Conseil de Communauté issu du renouvellement général de 2014 s'établit ainsi :

Communes	Sièges
ANDLAU	3
BARR	8
BERNARDVILLE	1
BLIENSCHWILLER	1
BOURGHEIM	1
DAMBACH-LA-VILLE	4
EICHHOFFEN	1
EPFIG	4
GERTWILLER	2
GOXWILLER	2
HEILIGENSTEIN	2
ITTERSWILLER	1
LE HOHWALD	1
MITTELBERGHEIM	1
NOTHALTEN	1
REICHSFELD	1
SAINT-PIERRE	1
STOTZHEIM	2
VALFF	2
ZELLWILLER	1
TOTAL	40

Le nombre et la répartition des sièges ont été déterminés sur la base d'un accord local selon les modalités prévues à l'article L 5211-6-1-I du CGCT dans sa rédaction alors en vigueur.

Lors de chaque renouvellement général des conseils municipaux, il sera procédé aux opérations de détermination du nombre de sièges composant l'organe délibérant ainsi qu'à leur répartition selon les modalités prévues au § VII de l'article L 5211-6-1 du CGCT au respect notamment des conditions fixées par la loi N° 2015-264 du 9 mars 2015.

L'élection et la désignation des Conseillers Communautaires des communes membres ainsi que leur remplacement s'effectuent conformément aux dispositions introduites par la loi N° 2013-403 du 17 mai 2013 et codifiées aux articles L 273-1 et suivants du code électoral.

En vertu de l'article L 5211-1 du CGCT, la Communauté de Communes est soumise aux dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des conseils municipaux en tant qu'elles ne sont pas contraires aux textes particuliers régissant la coopération intercommunale, en tenant notamment compte, d'une part, des règles particulières applicables aux communes de 3500 habitants et plus et, d'autre part, des spécificités du droit local applicables aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

ARTICLE 10 – LE BUREAU

Le Bureau de la Communauté de Communes est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le mode de fonctionnement du Bureau est déterminé, le cas échéant, par le Règlement Intérieur.

Toutefois, et lorsqu'il agit sur délégation de l'organe délibérant, il est fait application du 1er alinéa de l'article L 5211-1 du CGCT.

ARTICLE 11 – LE PRÉSIDENT

Le Président est l'organe exécutif de la Communauté de Communes.

A cet égard, il prépare et exécute les délibérations du Conseil de Communauté, ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

Il est seul chargé de l'administration mais peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents et, en cas d'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau.

Il peut également, dans les mêmes conditions, donner délégation de signature à certains personnels de l'EPCI.

ARTICLE 12 – SERVICES COMMUNS

Dans le cadre du schéma de mutualisation prévu à l'article L 5211-39-1 du CGCT, la Communauté de Communes, ses communes membres et les établissements publics qui leurs sont rattachés, peuvent se doter, en dehors de compétences transférées, de services communs dans les conditions prévues à l'article L 5211-4-2 du CGCT.

ARTICLE 13 – MISE EN COMMUN DES MOYENS

En application de l'article L 5211-4-3 du CGCT, la Communauté de Communes peut se doter de biens et d'équipements destinés à être partagés avec les communes membres, même en dehors des compétences transférées, en support notamment des services communs institués en application de l'article L 5211-4-2 du même code.

Cette mise en commun de moyens s'exerce notamment au travers de la Banque de Matériel spécialement constituée à cet effet.

ARTICLE 14 – PRESTATIONS DE SERVICE

Sans préjudice de l'article L 5214-16-I du CGCT, la Communauté de Communes est autorisée à assurer le cas échéant une prestation de service pour le compte d'une collectivité, d'un autre EPCI ou d'un syndicat mixte, exclusivement au titre d'une activité accessoire aux compétences transférées et dans les strictes conditions définies à l'article L 5211-56 du CGCT.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 15 – REGIME FISCAL

La Communauté de Communes a opté pour le régime de la fiscalité professionnelle unique en application du § IV de l'article 1379-0 *bis* du code général des impôts.

ARTICLE 16 – RESSOURCES

Outre les ressources fiscales, les recettes de la Communauté de Communes comprennent :

- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté de communes ;
- Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- Le produit des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- Le produit des emprunts ;
- Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 2333-64, lorsque la communauté est compétente pour l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports ;
- La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources ;
- Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 bis du code général des impôts.

ARTICLE 17 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Les fonctions de comptable assignataire de la Communauté de Communes sont exercées par le comptable public de la Trésorerie de Barr.

TITRE V : MODIFICATION DES REGLES INITIALES D'INSTITUTION

ARTICLE 18 – MODIFICATION DES COMPETENCES

Les communes membres peuvent à tout moment transférer à la Communauté de Communes, dans les conditions définies aux articles L 5211-17 et L 5214-16 du CGCT, en tout ou partie, d'autres compétences non prévues dans les présents statuts.

ARTICLE 19 – AUTRES MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'organe délibérant délibère sur les modifications statutaires autres que celles relatives aux transferts de compétences, à la modification de son périmètre et à sa dissolution dans les formes fixées à l'article L 5211-20 du CGCT.

ARTICLE 20 – DISSOLUTION

La dissolution de la Communauté de Communes peut le cas échéant être prononcée en vertu des dispositions prévues à l'article L 5214-28 du CGCT.

Les présents statuts ont été adoptés par délibération N° 037/04/2016 du Conseil de Communauté en sa séance du 27 septembre 2016.

Le Président
Gibert SCHOLLY

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°5 DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE STOTZHEIM

DÉCLARATION D'INTENTION POUR L'ADHÉSION AUX SERVICES COMMUNS*

Mutualisation	Modules	Options	2017	2018	2019	2020
Fonctionnelle	Achats publics et expertise juridique	Option unique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Ressources Humaines	Paie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		Paie et Carrière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		Gestion complète des Ressources Humaines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Finances et Comptabilité	Comptabilité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		Gestion complète Finances & Budgets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Informatique et Communication	Informatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		Communication	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Technique & logistique	Service commun	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		Partage de biens, équipements et matériels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Opérationnelle	Pôle polyvalent secrétariat de Mairie	Option unique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Police Intercommunale	Option unique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* Cocher les mutualisations souhaitées en fonction des dates